Nations Unies S/PV.4579 (Resumption 1)



Conseil de sécurité

Cinquante-septième année

Provisoire

4579e séance

Vendredi 19 juillet 2002, à 15 heures
New York

Président :	Sir Jeremy Greenstock	(Royaume-Uni)
Membres :	Bulgarie	M. Tafrov
	Cameroun	M. Banoum
	Chine	M. Jiang Jiang
	Colombie	M. Franco
	États-Unis d'Amérique	M. Rosenblatt
	Fédération de Russie	M. Mirov
	France	Mme d'Achon
	Guinée	M. Boubacar Diallo
	Irlande	M. McFeely
	Maurice	Mme Rehault
	Mexique	M. Ponce Guadian
	Norvège	M. Dammen
	République arabe syrienne	M. Wehbe
	Singapour	Mme Foo

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2002/737)

02-48741 (F)

La séance est reprise à 15 heures.

Le Président *(parle en anglais)* : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant du Tadjikistan. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Àlimov (Tadjikistan) (*parle en russe*) : Je voudrais d'emblée, m'associer aux chaleureuses paroles de reconnaissance exprimées au Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, l'Ambassadeur Lakhdar Brahimi, qui se consacre avec dévouement au processus de paix en Afghanistan, ainsi que pour la sagesse et la compétence avec lesquelles il dirige la mission des Nations Unies dans ce pays. Le Tadjikistan, qui a pu régler un conflit interne en peu de temps, sous l'égide des Nations Unies, mesure fort bien à quel point le rôle du représentant spécial du Secrétaire général peut être important pour trouver une formule en faveur de la paix et de la réconciliation nationale. Bien que le peuple afghan doive faire face à une multitude de tâches complexes avec l'aide de la communauté internationale, nous félicitons l'Ambassadeur Lakhdar Brahimi et ses collaborateurs pour les résultats substantiels qu'ils ont obtenus dans tous les domaines de la mission qu'il dirige.

La séance d'aujourd'hui montre encore une fois à quel point le Conseil de sécurité – auquel, conformément à la Charte des Nations Unies, incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité sur la planète – est attaché à la paix, la stabilité, l'unité, la neutralité et au développement harmonieux de l'Afghanistan. Le courageux peuple de ce pays revient progressivement à la vie après avoir connu pendant plusieurs années le régime des Taliban, ennemi du peuple.

Nous aussi au Tadjikistan, avons suivi de près l'évolution de la situation dans l'Afghanistan voisin. Nous avons sincèrement souhaité que le peuple frère afghan puisse surmonter les obstacles qui le séparent de la réconciliation et de l'unité nationales. Nous sommes particulièrement satisfaits de constater que, malgré les difficultés de la dernière période, l'Administration intérimaire et la Commission spéciale indépendante ont pu convoquer la Loya Jirga d'urgence qui est devenue véritablement un moment essentiel de la renaissance de la société afghane.

Il était essentiel que cette assemblée de haut niveau, qui a réuni des délégués munis des pleins pouvoirs et venus de tous les horizons de l'Afghanistan déchiré par les conflits, soit en mesure de résoudre les questions qui lui étaient posées : élire le chef de l'État et former une administration intérimaire reposant sur une large assise. Des efforts considérables ont abouti à la convocation de la Loya Jirga, laquelle a été couronnée de succès. La contribution des délégués – particulièrement des femmes – et l'atmosphère d'ouverture et de confiance qui a régné ont été d'une très grande importance. C'est une bonne chose que, malgré les divergences qui existent au sein de la société afghane, ses représentants se rendent compte de la responsabilité collective qui leur incombe pour le destin d'un Afghanistan post-Taliban.

Les enseignements tirés du processus de paix au Tadjikistan ont montré que si l'on ne comprenait pas qu'il importait de faire abstraction des divergences existantes, il serait impossible d'aboutir à une unité nationale et de rétablir une véritable paix et stabilité dans un pays. Le Gouvernement tadjik est donc optimiste face au renforcement des processus positifs en Afghanistan. Il va continuer d'apporter une aide maximale dans tous les domaines à la Loya Jirga et au gouvernement largement représentatif et pluriethnique dirigé par Hamid Karzai.

Chaque semaine, des convois apportent une aide internationale en empruntant les corridors qui ont été ouverts le long de la frontière du Tadjikistan pour atteindre les provinces afghanes. Le Gouvernement tadjik augmentera ses contributions et ses efforts pour le redressement de l'Afghanistan.

Nous sommes reconnaissants au Président et à l'Administration afghane de continuer à mettre en oeuvre l'Accord de Bonn. Nous leur souhaitons plein succès dans leurs tentatives pour rassembler les Afghans grâce à un programme qui garantira la paix et la stabilité dans toutes les provinces de l'Afghanistan, redressera l'économie et assurera maint succès dans le domaine social. Cela demandera des efforts immenses, beaucoup d'audace et de fermeté.

Le récent passé a montré que le Gouvernement de Hamid Karzai était déterminé à construire un nouveau système politique viable en Afghanistan, dans lequel il n'y aura plus de place pour les terroristes internationaux et les trafiquants de drogue. Le Tadjikistan espère que, grâce au rôle clef de l'Organisation des Nations Unies, les efforts déployés en vue de régler la question afghane seront appuyés par

la communauté internationale afin de consolider les tendances positives qui prennent de l'élan en Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Organisation de la conférence islamique auprès des Nations Unies, qui a été invité par le Conseil de sécurité conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Lamani (*parle en arabe*) : Je tiens d'emblée à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance officielle pour étudier de près la situation en Afghanistan à la lumière du rapport établi par le Représentant spécial du Secrétaire général, qui a été rédigé après une évolution plutôt positive de la situation. Cette situation demeure toutefois assez tendue et un certain nombre de dangers persistent. Il est par conséquent nécessaire que nous poursuivions des efforts considérables pour garantir l'établissement d'un État en Afghanistan et réaliser la paix et la sécurité, tout particulièrement après la réunion couronnée de succès de la Loya Jirga d'urgence, du 11 au 19 juin, qui a élu un président, approuvé les infrastructures et constitué l'Administration intérimaire.

Le rapport du Secrétaire général mentionne que, malgré la lenteur du processus de paix depuis la Conférence de Bonn, toutes les mesures annoncées dans l'Accord de Bonn ont été mises en oeuvre dans les délais impartis. Cela s'est fait malgré les difficultés et les nombreux obstacles sécuritaires, politiques, humanitaires et constitutionnels, et aussi malgré les ravages causés par les guerres civiles et le terrible désordre qui a sévi en Afghanistan. Sachant que ce désordre a eu un impact certain sur la paix et la sécurité dans la région et dans le monde entier, nous pensons qu'il convient de répondre à trois exigences sur trois fronts.

Premièrement, nous devons renforcer la sécurité et la stabilité dans tout le pays, pour trouver des solutions urgentes au problème des réfugiés et faciliter leur retour. Deuxièmement, pour satisfaire à cette première exigence, nous devons assurer un minimum de développement économique et social en vue de garantir la sécurité et le retour à la normale en Afghanistan. Troisièmement, nous devons renforcer la participation populaire dans le cadre de la transformation démocratique de la société afghane et créer les institutions constitutionnelles permettant au pays de faire les importants progrès voulus pour sortir du long tunnel obscur imposé à son peuple

Depuis six mois, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a pris un certain nombre de mesures importantes face aux problèmes. La création de la Force internationale d'assistance à la sécurité a réagi au premier par une action très efficace et fructueuse à Kaboul. Ces résultats doivent s'étendre au reste de l'Afghanistan. La communauté internationale, et en particulier le Conseil de sécurité, se doit donc de renforcer ces forces, ainsi que le rôle des Nations Unies, en appuyant politiquement le Gouvernement afghan et en lui fournissant l'assistance financière et technique dont il a besoin pour atteindre les objectifs voulus.

En ce qui concerne le deuxième problème, la situation humanitaire, le rapport du Secrétaire général montre qu'en dépit des progrès réalisés dans la planification et l'exécution de la mission de la MANUA, et dans l'aide au potentiel national afghan, la crise humanitaire reste aiguë. En outre, l'aide financière apportée par les donateurs est inégale. De fait, le rapport montre d'ailleurs une baisse considérable du flux des ressources depuis avril. Tout cela a gravement perturbé la mise en œuvre des programmes, tout particulièrement ceux conçus pour répondre les besoins les plus pressants de la population dans tout le pays.

Parallèlement à ces deux opérations, des mesures positives ont été prises pour garantir la démocratisation du pays, la réforme politique et le respect des droits de l'homme. C'est le troisième problème que j'ai évoqué dans ma déclaration. Pour réussir, ce programme doit être sérieux et légitime. En outre, on ne doit pas oublier les conditions difficiles auxquelles le peuple afghan a dû faire face. Renforcer les institutions requiert nécessairement un climat de sécurité pour cette société et l'arrêt de ses souffrances nées des guerres, de la famine et de la pauvreté. Il nous faut en venir à un minimum de dignité, d'éducation et de formation.

La question de l'Afghanistan et de son développement a été inscrite à l'ordre du jour des sommets et des conférences ministérielles islamiques. C'est ainsi que la dernière conférence ministérielle tenue à Khartoun le mois dernier a proclamé que l'Afghanistan devait réoccuper le siège qui est le sien à l'OCI et mis l'accent sur la nécessité d'aider le

Gouvernement légitime présidé par M. Hamid Karzai, son siège chef de l'État afghan, dans ses efforts méritoires pour consolider la paix et la sécurité dans tout le pays et pour en assurer le développement global et durable.

Je tiens aussi à redire combien l'OCI se félicite des efforts infatigables sincères, acharnés et exceptionnels de M. Lakhdar Brahimi à la tête de la MANUA, afin de mettre afghane et d'aider les Afghans à jouer le rôle positif et efficace qu'ils méritent au sein de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est la représentante du Danemark. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire

Mme Løj (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays de l'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne – Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie – et les pays associés – Chypre, Malte et Turquie, ainsi que l'Islande, pays de l'Association européenne de libre-échange membre de l'Espace économique européen, souscrivent à cette déclaration.

Je voudrais pour commencer remercier au nom de l'Union européenne le Représentant spécial Lakhdar Brahimi de son exposé d'aujourd'hui ainsi que du travail remarquable qu'il effectue pour promouvoir le processus de paix et de prospérité en Afghanistan.

L'Union européenne se félicite de l'issue de la Loya Jirga d'urgence et de l'élection du chef de l'État, M. Hamid Karzai. Le processus de Loya Jirga d'urgence, avec les élections à l'échelle des régions et des districts a démontré chez les Afghans dans tout le pays une grande volonté de participer au processus de démocratisation. Nous nous félicitons tout spécialement de la place importante prise par les femmes dans ce processus.

L'Union européenne déplore vivement le tragique assassinat, le 6 juillet 2002, du Vice-Président du Gouvernement afghan de transition; M. Haji Abdul Qadir. Nous invitons instamment le Gouvernement de transition à mener une enquête approfondie sur cet assassinat et nous demandons au peuple afghan de ne pas laisser cet événement tragique perturber le relèvement de l'Afghanistan ou compromettre le processus de paix.

Beaucoup a été accompli depuis six mois que s'est tenue la réunion de Bonn mais il reste des défis importants à relever. L'un concerne l'insécurité, qui reste une grand souci pour le peuple afghan comme pour les organisations internationales qui travaillent en Afghanistan. Soucieux de contribuer à rétablir la sécurité, les États membres de l'Union européenne continuent de jouer un rôle de premier plan dans le déploiement de la Force internationale d'assistance à la sécurité.

Un autre défi important à relever consiste à assurer le fonctionnement efficace des institutions récemment mises en place et à étendre leur action aux provinces. C'est au Gouvernement de transition de l'Afghanistan qu'il appartient au premier chef de veiller à ce que des progrès soient faits sur ces questions et beaucoup d'autres questions importantes au cours de la deuxième phase du processus de Bonn. L'Union européenne maintiendra son appui politique et financier au Gouvernement de transition afin de lui permettre de jouer ce rôle.

L'Union européenne a récemment nommé M. Francesc Vendrell qui succédera à M. Klaus-Peter Klaiber comme Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan,. Cette nomination illustre notre ferme appui au processus politique et à la reconstruction de l'Afghanistan.

L'objectif d'ensemble de la coopération de l'Union européenne avec l'Afghanistan est la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Bonn, l'objectif final étant la mise en place d'un gouvernement représentatif, pluriethnique, à large assise, et sexuellement paritaire. L'acceptation des droits de l'homme et de la légalité comme principes directeurs constitue une exigence fondamentale pour tout gouvernement. Les partis afghans ont déclaré leur intention à cet égard dans le cadre de l'Accord de Bonn et l'Afghanistan a ratifié les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

L'Union européenne est engagée depuis longtemps à aider à la création d'un État afghan respectueux des droits fondamentaux, notamment de la femme, et de la légalité. Nous appuyons les efforts déployés sur le terrain par le haut représentant des Nations Unies aux droits de l'homme.

L'Accord de Bonn appelait la communauté internationale et les organisations concernées, en particulier l'ONU, à aider l'Administration intérimaire et ses successeurs à lutter contre la production et la transformation des drogues. L'Union européenne se félicite des mesures prises jusqu'à présent par l'Afghanistan pour lutter contre ce grave problème. La prochaine étape de l'Accord de Bonn est la création d'une commission constitutionnelle. L'Union européenne appelle le Gouvernement de transition à donner un élan suffisant aux travaux de la Commission une fois qu'elle sera créée. Les travaux commenceront bientôt en vue des préparatifs des élections prévues pour 2004. Nous nous félicitons des propos du Représentant spécial concernant l'étroite participation de l'ONU aux préparatifs des élections.

L'Union européenne et ses États membres se sont engagés à contribuer de façon substantielle au développement de l'Afghanistan. Le versement de plus de 500 millions d'euros a déjà été programmé pour 2002. L'Union européenne continuera à rappeler aux donateurs internationaux la nécessité urgente de fournir l'aide au développement déjà promise. L'Union européenne encouragera la fourniture d'une aide au développement de façon à renforcer le rôle du Gouvernement central, tout en veillant à ce que les dividendes de la paix en résultant soient visibles et touchent rapidement la population dans son ensemble. Le budget national de développement sera bientôt présenté par l'Administration afghane. L'Union européenne encourage vivement les donateurs à fournir une assistance dans ce cadre. Nous prenons acte du manque de fonds pour cette année pour ce qui concerne les frais d'exploitation, et nous exhortons les donateurs à chercher des moyens de combler ce manque, en particulier par le déblocage rapide des fonds déjà promis.

L'Union européenne se félicite du retour d'un grand nombre de réfugiés en Afghanistan. Parallèlement, nous sommes préoccupés par le fait que les rapatriés n'ont pas reçu de la part de la communauté internationale le soutien dont ils ont besoin pour assurer leur réinsertion durable. Il est crucial que la communauté internationale accroisse ses efforts, notamment par le soutien apporté aux communautés locales. Parallèlement, les diverses parties afghanes doivent s'assurer que l'aide humanitaire peut être acheminée de façon sûre et efficace.

Il y a à peine six mois les fondements d'un processus de transition étaient établis à Bonn. Quelques mois ne représentent que peu de temps, après plus de 23 ans de guerre et de luttes, mais les événements ont montré que lorsque l'aspiration à la paix du peuple afghan était jointe à la détermination et à la participation des pays voisins et des autres partenaires internationaux, de grandes choses pouvaient être accomplies. Malgré l'énormité et la complexité des problèmes, le peuple afghan et la communauté internationale se voient enfin offrir une véritable chance de ramener la vie en Afghanistan à la normale.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la Turquie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Pamir (Turquie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais commencer par vous féliciter de votre accession à la présidence pour le mois de juillet. Je voudrais exprimer notre gratitude au Secrétaire général pour son rapport détaillé (S/2002/737) qui décrit la situation actuelle en Afghanistan. Je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur Brahimi, le Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé d'aujourd'hui, et le remercier, lui et ses collègues, pour leurs efforts en vue de tenter de promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan.

La Turquie s'est déjà associée à la déclaration qui vient d'être faite par le Danemark au nom de l'Union européenne. Mais je voudrais souligner certains des aspects de notre analyse de la situation actuelle en Afghanistan. Prenant la suite de la direction compétente du Royaume-Uni, la Turquie a assumé le commandement de la force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (FIAS) à partir du 20 juin 2002, et elle a établi une relation de travail harmonieuse avec les autorités afghanes, dans le cadre de ses efforts pour mettre en œuvre les objectifs de la communauté internationale, à Kaboul et dans les environs. La situation à Kaboul et alentour est généralement calme. La ville commence à bouillonner d'une activité commerciale et sociale croissante. La FIAS est généralement plutôt bien accueillie par la communauté locale. À la demande du Ministre de l'intérieur, M. Wardak, le commandant de la FIAS, a décidé d'augmenter les patrouilles conjointes de cette dernière avec la police afghane. Néanmoins, la situation requiert encore notre pleine attention.

L'assassinat de M. Haji Abdul Qadir, Vice-Président et Ministre des travaux publics de l'Administration de transition, le 6 juillet 2002 à Kaboul, ont fait ressortir la nécessité d'une coordination accrue entre les organisations de renseignement et les institutions internes de sécurité. À cette fin, la FIAS a proposé la création d'un groupe de travail composé de fonctionnaires des institutions concernées.

L'Afghanistan et la communauté internationale doivent affronter des problèmes importants. La création d'une véritable armée nationale destinée à servir les intérêts de la nation afghane tout entière devrait continuer à retenir toute notre attention. Plusieurs pays, notamment la Turquie, ainsi que la FIAS, sont prêts à continuer à fournir une assistance pour la formation et l'entraînement d'une telle armée. Bien que des efforts nationaux soient actuellement déployés pour former des bataillons afghans individuels, nous pensons que la mise en place d'une structure institutionnelle globale, et la mise au point d'accords de commandement et de contrôle pour une armée nationale relèvent de l'urgence.

Si nous voulons aider le Gouvernement afghan dans ses efforts pour restructurer et consolider son autorité, il faudra absolument apporter une aide internationale, comme y appelle la résolution 1419 (2002). L'incapacité à payer les salaires en temps et en heure au personnel de police, aux officiers de l'armée et aux fonctionnaires n'aidera pas à apporter la stabilité et la sécurité attendues de longue date dans le pays, ce qui est une condition sine qua non du succès escompté. Le peuple afghan a fait preuve d'une détermination et d'une maturité considérables lors de la Loya Jirga. La communauté internationale lui est maintenant redevable de son engagement total.

Le fort taux de retour des réfugiés, qui se maintient sans faiblir, conduit à inonder la ville de Kaboul, accroissant la pression existant sur des ressources déjà maigres. Il a été évalué que plus d'un million de personnes seraient déjà rentrées dans le pays au cours des six derniers mois. Les experts estiment que le chiffre devrait atteindre 2 millions d'ici à la fin de l'année. Il est aussi important de renforcer les efforts du Gouvernement et de l'ONU pour éliminer le trafic de stupéfiants.

Il a été fait plusieurs fois référence à la nécessité d'élargir le champ de compétence de la FIAS. Envisager d'élargir le présent mandat de la FIAS, qui est limité à Kaboul et aux zones voisines, ne remettrait pas seulement en cause l'approche conceptuelle actuelle, avec toutes les répercussions qu'entraînerait un tel élargissement; elle exigerait aussi de prendre le soin de s'assurer de la participation de contributeurs supplémentaires ainsi que d'une aide financière et logistique additionnelle.

Bien que les conditions globales en matière de sécurité posent problème, l'avenir donne matière à l'optimisme. Grâce à la coopération entre civils et militaires, de nombreux projets ont déjà été mis en œuvre, et plus de 80 en sont au stade de l'élaboration. La transition des secours au développement, qui est la clef d'une paix et d'une normalisation durables, ne peut être accomplie que par un engagement plus ferme de la part de la communauté internationale, et par la réalisation des promesses faites jusqu'ici.

Pour terminer, je voudrais remercier les représentants qui ont si aimablement exprimé leur soutien et leur confiance à l'occasion de l'accession de mon pays à son rôle de direction en Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la République de Corée. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Sun (République de Corée) (*parle en anglais*) : J'aimerais pour commencer vous féliciter, Monsieur le Président, de votre remarquable présidence du Conseil de sécurité ces dernières semaines, et d'avoir mené à une conclusion fructueuse ses délibérations sur des questions d'importance cruciale.

Nous avons écouté avec un vif intérêt l'exposé de l'Ambassadeur Lakhdar Brahimi. Ma délégation rend hommage à son dévouement et à sa compétence face à une tâche redoutable. Nous avons également pris note des observations contenues dans le rapport du Secrétaire général (S/2002/737) sur la situation en Afghanistan.

Le mois dernier, la communauté internationale a été témoin de faits politiques encourageants en Afghanistan, comme la conclusion réussie de la Loya Jirga d'urgence et l'entrée en fonctions de l'Administration de transition sous la présidence de M. Hamid Karzai. De tels faits positifs témoignent bien du fait que l'Afghanistan avance sur la voie de la stabilité politique et de la viabilité économique, comme prévu dans l'Accord de Bonn. Ces réalisations sont le

couronnement d'efforts inlassables et concertés des dirigeants et du peuple afghans en particulier et de la communauté internationale dans son ensemble. À cet égard, ma délégation félicite chaleureusement le peuple afghan de la sagesse et de la maturité dont il a fait preuve lors de l'entrée en fonctions de la nouvelle Administration de transition. Nous rendons également un hommage particulier au rôle indispensable de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) et de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). En ce qui concerne la FIAS, ma délégation est convaincue que, sous le nouveau commandement turc, elle continuera à promouvoir la sécurité dans les mois à venir.

Nous sommes bien conscients toutefois de ce que les faits positifs survenus jusqu'ici ne sont que le commencement d'un processus long et difficile de relèvement et de stabilité. La situation sécuritaire, économique et humanitaire est loin d'être ce qu'il faut pour assurer l'existence d'une démocratie stable, forte et véritable. L'attentat récent qui a entraîné la mort d'un membre influent de la nouvelle Administration témoigne de la fragilité du climat politique et sécuritaire en Afghanistan. Parmi les problèmes graves pour cette nation figure la nécessité d'édifier des structures sécuritaires et administratives et de garantir la disponibilité des ressources matérielles pour mettre en œuvre les programmes du gouvernement dans les domaines de la santé, de l'éducation et des secours ainsi que dans d'autres domaines de base.

Dans la mesure de ses capacités, la République de Corée a activement participé aux efforts internationaux visant à la reconstruction et à la sécurité de l'Afghanistan. À la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan, en janvier, nous avons annoncé une contribution de 45 millions de dollars pour des projets de reconstruction dans le pays d'ici deux ans et demi, jusqu'en 2004. Pendant la phase initiale son programme d'assistance, la République de Corée aura contribué 10 millions de dollars avant la fin de l'année. En matière de sécurité, mon gouvernement enverra une équipe militaire médicale à Kaboul ce mois-ci et fournira également du matériel de radio afin de faciliter la création d'une armée nationale afghane.

Enfin, nous estimons que l'urgence de la situation exige l'engagement soutenu de la communauté internationale, en partenariat étroit avec le peuple afghan, pour veiller à ce que le processus de transition en cours en Afghanistan aboutisse à une conclusion fructueuse. Le Conseil de sécurité devrait donc rester activement saisi de la situation en Afghanistan, vu notamment l'importance de la stabilité et de la prospérité de ce pays pour l'ensemble de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Ukraine. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Kuchinsky (Ukraine) (*parle en anglais*) : Nous vous savons gré, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance qui a fourni l'occasion aux non-membres du Conseil de faire des observations sur la situation en Afghanistan, l'une des questions les plus cruciales à l'ordre du jour du Conseil. J'aimerais me joindre aux orateurs précédents pour remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, l'Ambassadeur Brahimi, de son exposé complet qui nous a présenté une analyse détaillée de la situation récente et des tâches à long terme qui attendent la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA)et la communauté internationale sur la voie de la paix durable dans ce pays.

La position de l'Ukraine correspond dans une large mesure à ce qui a été dit autour de cette table. Je me limiterai donc à quelques observations sur certains aspects que ma délégation juge d'une importance capitale. Premièrement, je tiens à souligner les progrès importants enregistrés dans la mise en œuvre des éléments clefs de l'Accord de Bonn, y compris la réconciliation, l'aide humanitaire, le redressement et la reconstruction. Il y a huit mois, nous n'aurions pas pu imaginer ce qui a été accompli. Àujourd'hui, les espoirs et les plans arrêtés à Bonn se sont transformés en une réalité. La communauté internationale et l'ONU ont sans aucun doute accompli beaucoup.

Ma délégation se félicite de la conclusion réussie de la Loya Jirga d'urgence, devenue de loin la meilleure indication du processus de Bonn et de la vie politique afghane. Nous avons plaisir à féliciter S. E. M. Hamid Karzai de son élection à la présidence de l'Administration de transition, et nous lui présentons tous nos voeux de succès dans ses importantes tâches.

Bien entendu, tout ne se déroule pas sans heurts. Beaucoup reste encore à faire. L'Afghanistan, comme de nombreux orateurs l'ont dit aujourd'hui, connaît

encore de graves problèmes humanitaires et surtout sécuritaire. Je voudrais aborder plus particulièrement la question de la sécurité en Afghanistan – en particulier hors de Kaboul – qui demeure une grave souci. Ce problème devrait être l'une des priorités du Conseil de sécurité, de la MANUA, de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et, bien entendu, des Afghans eux-mêmes. Les progrès d'ordre politique et sécuritaire et de relèvement et de reconstruction sont solidaires. Àinsi l'insécurité qui persiste dans plusieurs régions du pays – assassinat du Vice-Président Haji Abdul Qadir, attaques à main armée et violences contre organismes d'aide internationale – risque de freiner les progrès politiques et sur le plan de la reconstruction et des activités humanitaires. La pose En effet, cela pose un problème grave aux efforts de l'ONU.

À notre avis, la création et la formation d'une armée et d'une police nationales afghanes, multilaéraux, sont essentielles pour assurer la stabilité et une paix durable. Nous félicitons donc des progrès faits dans la réforme du secteur sécuritaire, en particulier durant les deux sessions extraordinaires à Genève. Nous rendons hommage aux efforts des donateurs. En même temps, il est clair que, malgré la formation réussie de la police et de l'armée afghanes nouvelles, ces unités ne seront pas en mesure d'assurer, dans le pays, la sécurité nécessaire avant de nombreux mois. Nous pensons que la communauté internationale devrait continuer de soutenir le nouveau gouvernement en cette période cruciale.

Nous devons réfléchir à la façon dont la communauté internationale pourrait tirer profit de l'expérience acquise par la FIAS, qui joue un rôle important pour assurer la sécurité à Kaboul. Je voudrais à ce propos féliciter la Turquie ainsi que son prédécesseur, le Royaume-Uni, d'avoir si bien dirigé la FIAS; je voudrais également louer les efforts colossaux de tous les autres participants à la FIAS. Nous sommes certains qu'elle va continuer d'appuyer la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan.

Nous trouvons encourageantes les réalisations positives dans les domaines du développement économique et social, des secteurs de la santé et de l'éducation et en ce qui concerne le retour des réfugiés. Je note avec satisfaction le rôle actif que joue l'ONU dans ces processus.

Ma délégation partage les points de vue exprimés aujourd'hui, selon lesquels la reconstruction, les secours humanitaires et le développement de l'Afghanistan restent des objectifs essentiels qui exigent un soutien international et la direction éclairée des Nations Unies. L'un des problèmes les plus importants est d'assurer un financement suffisant à ces volets d'activités.

Il est fondamental aussi que nous accordions une plus grande attention à l'application d'une stratégie de démobilisation, de désarmement et de réintégration des anciens combattants, au règlement des problèmes de production des stupéfiants, et à leur trafic et, bien sûr, du déminage. Il est essentiel d'étendre l'influence et le contrôle de l'Administration de transition à tout l'Afghanistan.

Il y a encore beaucoup de défis à relever. Néanmoins, nous sommes sûrs que, par les efforts concertés de la communauté internationale, de la MANUA, de la FIAS et des Afghans, nous réussirons à édifier un Afghanistan nouveau et plus stable.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant le prochain orateur inscrit sur ma liste est le représentant du Népal. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Sharma (Népal) (*parle en anglais*) : Veuillez accepter nos félicitations, pour le brio avec lequel vous dirigez compétence avec laquelle vous dirigez les travaux du Conseil de sécurité ce mois-ci, et nos remerciements pour avoir convoqué en temps opportun cette session publique sur l'Afghanistan.

Après 23 années de guerre et de dévastation, le peuple afghan, meurtri, essaie de se remettre essaie de se relouer avec l'assistance internationale. Nous attachons un très grand prix à cette assistance et nous exhortons la communauté internationale à maintenir son appui à l'Afghanistan afin de l'aider à rompre définitivement avec le chaos antérieur et à parvenir à la sécurité, à la stabilité et au progrès.

L'Accord de Bonn, ainsi que la Loya Jirga d'urgence ultérieure, a rétabli un calme relatif en Afghanistan, mais le pays est loin d'être hors d'affaire. L'Afghanistan et son Administration de transition continuent de lutter contre les vestiges du Taliban et d'Al-Qaida, qui sont déterminés à provoquer des incidents, contre les cchefs de guerre, qui oeuvrent pour défendre leurs intérêts particuliers, et contre une méfiance mutuelle profondément ancrée entre groupes tribaux prêts à relancer le conflit. En même temps, il

doit faire face à des tâches redoutables, à savoir édifier ses institutions et assurer la sécurité et de meilleures conditions de vie pour son peuple.

Un peuple qui espère est son meilleur défenseur. Et un peuple qui désespère est son pire ennemi. Àyant connu les traumatismes de la guerre et du chaos pendant si longtemps, l'Afghanistan a vu disparaître l'autorité centrale et l'ordre public et le tissu social s'effriter laissant les intérêts mesquins de la région au fil du peuple,. Àfin de modifier cela, les Afghans doivent avoir des raisons de croire que ce n'est plus le cas et que de meilleurs jours les attendent – en suscitant espoir et inspiration. Cela exige que la sécurité s'étende à tous les citoyens et que les réfugiés, les personnes déplacées et les dépossédés et contrebandes aient accès à une assistance humanitaire cruciale, assortie de perspectives de croissance et de progrès..

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) assure une sécurité bien nécessaire à Kaboul. Ma délégation félicite les pays fournisseurs de contingents de leur apport en l'espoir. Mais attention : une petite oasis de sécurité dans un vaste désert d'insécurité est intenable; cela mène tout droit à l'implosion, qui pourrait être déclenchée par un sentiment généralisé d'exclusion et d'incurie dans le peuple, compromettant des efforts intentionnés accomplis par une organisation animée de bonnes intentions.

Afin de ne pas gâcher les chances du fragile nouveau Gouvernement, la couverture de sécurité devrait être progressivement étendue à l'ensemble du territoire d'une manière qui paraisse au pays à la fois sérieuse et constante. Le processus de démobilisation, de désarmement et de réinsertion des combattants doit faire partie intégrante du projet. Bien que la sécurité doive relever du Gouvernement afghan lui-même une fois les forces militaires et la police du pays formées et déployées, nous suggérons que le Conseil de sécurité lance une mission dynamique de maintien de la paix qui pourrait travailler aux côtés de la FIAS jusqu'à ce que les forces locales soient prêtes à s'implanter sur l'ensemble du territoire.

Ne pas avoir peur est aussi essentiel que ne pas avoir faim. Le Népal félicite la communauté internationale d'avoir sauvé l'Afghanistan de la crise financière. Toutefois, nous sommes aussi inquiets de ce fait que les secours humanitaires et les activités de relèvement et de reconstruction ont été gênés suffiront pour augmenter les capacités permettant de gérer le retour des réfugiés, ainsi que par l'inaptitude du gouvernement à financer de telles activités hors de Kaboul. Cette incertitude nuira à la guérison rapide des blessures de l'Afghanistan et à la stabilisation de la paix et aux progrès pour le développement durable. Le Népal invite donc la communauté mondiale à ne pas décevoir l'Afghanistan à cette étape critique et à l'aider à surmonter la pénurie actuelle de ressources.

Nous félicitons l'ONU d'avoir aidé l'Afghanistan à se libérer de son passé sanglant et l'Administration Karzaï d'avoir créé de nouvelles institutions vitales à la gestion de l'État. Bien que les structures et les processus absolument indispensables d'avoir les structures ou créer de nouvelles institutions vitales à la gestion de l'État. Bien que des structures et les processus absolument indispensables doivent être mis en place au début, nous devons également nous dire que le tissu social ne peut pas être griffé et que les systèmes sociaux ne peuvent pas être imposés de l'extérieur. Le peuple afghan lui-même devra élaborer les institutions et les processus les mieux adaptés à sa société qui seront à même de le propulser dans la voie ardue et longue de la modernisation.

Ce que les étrangers peuvent faire, au mieux, c'est inspirer et aider le peuple afghan à trouver un équilibre progressif, fonctionnel et acceptable dans son évolution, et l'encourager à respecter les normes fondamentales de comportement internationalement acceptées. L'ONUagirait sagement en n'imposant pas des structures et des processus que l'Afghanistan trouve encore trop étrangers, inacceptables ou non durables.

Enfin, nous exprimons notre profonde solidarité avec l'Afghanistan et son peuple, et nous saluons leur effort en vue de rétablir la paix et de reconstruire le pays. Nous félicitons également le Président Karzai et le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Brahimi, de leur zèle à faire de l'Afghanistan un pays qui soit sûr, stable, exempt de terreur et résolu à promouvoir la paix et le développement durables. Le Népal est toujours prêt à contribuer à cette entreprise dans la mesure de ses moyens.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Inde. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Nambiar (Inde) (*parle en anglais*) : Depuis que le Conseil de sécurité a, pour la dernière fois, examiné la situation en Afghanistan, mis en train nombre de faits nouveaux d'une haute importance il y a eu certains événements historiques. Le premier d'entre eux, et le plus positif, a été le mois dernier, la tenue réussie le mois dernier de la Loya Jirga d'urgence, consacré du succès qui représente la volonté du peuple afghan. De la sélection d'environ d'un million 1 000 des délégués provenant des 390 districts de l'Afghanistan – en particulier de la sélection et de l'activisme de quelque 200 déléguées – en passant par la conduite de la Loya Jirga, le dégagement progressif d'un consensus et l'élection du chef de l'État, et enfin l'approbation et la nomination de l'Administration de transition de l'Afghanistan et d'autres structures, le processus dans son entier a été mené conformément à l'accord conclu à Bonn, où les parties afghanes s'étaient engagées à progresser vers un gouvernement librement élu et constitutionnel. Nous nous félicitons du résultat de la Loya Jirga d'urgence et de l'élection de M. Hamid Karzai comme Président du Gouvernement islamique de transition de l'Afghanistan.

Le gouvernement de transition, comme l'Administration intérimaire qui l'a précédé, est confronté à la tâche difficile de reconstruire l'économie nationale, l'infrastructure et les institutions de gouvernance afghanes. Il fait aussi face à une situation incertaine en matière de sécurité dans certaines régions du pays.

La communauté internationale a toutes les raisons d'être satisfaite du processus remarquable de transformation en Afghanistan, qui est passé du régime totalitaire, non représentatif et brutal des Taliban à un ordre multiethnique et démocratique représenté par l'Administration de transition. Toutefois, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les menaces et les dangers qui pourraient saper ces réalisations. L'assassinat le 6 juillet du Vice-Président Hadji Abdoul Qadir, un mois après la fin de la Loya Jirga, a été un signe inquiétant que les forces de l'instabilité et de l'extrémisme continuent de jeter une ombre sur l'Afghanistan et sur le reste de la région. Nous condamnons fermement cet acte et les autres incidents semblables. Nous ne pouvons permettre à ces forces de réussir.

Nous sommes reconnaissants au Représentant spécial du Secrétaire général, l'Ambassadeur Brahimi, de son précieux exposé d'aujourd'hui. Dans son rapport du 11 juillet sur la situation en Afghanistan et ses complications pour la paix et la sécurité internationales (S/2002/737), le Secrétaire général évoque les menaces qui pèsent sur la consolidation de la paix et le gouvernement civil dans le pays en raison des actes des ex-Taliban et des forces d'Al-Qaida qui s'opposent ouvertement au processus de Bonn, ainsi que de la présence de factions armées. Le regroupement continu des cadres d'Al-Qaida et des Taliban le long de la frontière sud et sudt de l'Afghanistan a des effets négatifs sur la situation en matière de sécurité en Afghanistan, ainsi que sur le reste de notre région. Cet état de choses nous préoccupe gravement. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est qu'ils reçoivent toujours un soutien extérieur. Il serait tragique et carrément dangereux, pour l'Afghanistan, ainsi que pour la paix et la sécurité régionales et internationales, que l'on permette aux forces malveillantes et extrémistes que représentent Al-Qaida et Taliban, et à leurs appuis extérieurs, de voir leurs efforts couronnés de succès.

Pour relever ce défi, l'un des principaux éléments de l'effort de reconstruction institutionnel en Afghanistan doit être la mise au point des structures de sécurité du pays. Il est important que ces structures soient mises en place en tant qu'institutions afghanes découlant de processus intra-afghans qui visent à répondre aux besoins de pays face aux menaces internes et externes. En témoignage, pour montrer notre appui au renforcement des institutions en Afghanistan, mon Gouvernement a entrepris d'organiser 12 cours de formation offerts à environ 250 agents de la police afghane dans des domaines spécialisés comme les techniques d'enquête, la logistique, la gestion du personnel et les tâches policières générales.

Afin de s'attaquer aux défis à facettes multiples auxquelles il fait face aujourd'hui – et cela comprend les menacelles continues provenant du regroupement d'éléments d'Al-Qaida et des Taliban – l'Afghanistan a besoin d'une assistance internationale substantielle et à long terme afin de répondre aux besoins en matière de reconstruction et d'aide humanitaire. Il s'agit d'un processus de consolidation d'une nation auquel la communauté internationale doit prendre en permanence une main secourable.

L'Inde s'est engagée à fournir une assistance humanitaire, une aide financière et une aide à des projets précis en vue de la reconstruction de

l'Afghanistan. Dans le cadre de notre engagement financier de 100 millions de dollars, nous avons transféré le 10 juillet 2002 10 millions de dollars au Gouvernement afghan en tant que subvention en espèces. Une somme additionnelle de 11,5 millions de dollars est disponible pour des projets précis. Nous travaillons sur les détails du transfert de trois avions Airbus que nous offrons à la compagnie Ariana Airlines. Cinquante autobus ont été fournis au Gouvernement afghan. Nous nous sommes engagés à fournir à l'Afghanistan une aide alimentaire d'un million de tonnes de blé à l'Afghanistan. Des discussions sont en cours avec le Programme alimentaire mondial pour qu'une partie de cet engagement prenne la forme de biscuits à teneur élevée en protéines, pour un programme d'alimentation scolaire en Afghanistan.

Nous avons également offert des équipes médicales et paramédicales, des fournitures médicales en grande quantité, des instruments médicaux et de l'équipement dans diverses villes de l'Afghanistan. Plus de 18 tonnes de matériel destiné à fabriquer des membres artificiels ont été envoyées pour créer à Kaboul un camp pour amputés. Àprès le tremblement de terre, 10 000 couvertures, un grand nombre de tentes et des fournitures médicales ont été remises en avril 2002. Un centre de formation en informatique a été créé et est géré en Afghanistan par des experts indiens. Une mise à jour des connaissances de divers professionnels et l'accès Internet par le biais de microterminaux ont également été offerts à l'Administration intérimaire de l'Afghanistan. En prêtant notre assistance, nous avons scrupuleusement adhéré au principe de la prise en main et de l'établissement de priorités par les Afghans eux-mêmes lorsque nous avons conçu et mis en oeuvre des programmes pour l'Afghanistan.

L'un des remparts opposés aux facteurs de déstabilisation dans la capitale afghane a été la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), qui a fonctionné de façon très honorable dans des circonstances difficiles. Nous souhaitons féliciter le Gouvernement du Royaume-Uni de sa direction éclairée de la FIAS. Nous exprimons aussi notre reconnaissance au Gouvernement turc qui a accepté de prendre la relève à la direction de la FIAS. Nous lui souhaitons tout le succès possible dans sa tâche importante, qui consiste à maintenir la sécurité dans la région de Kaboul.

Au nom de mon gouvernement, je souhaite exprimer nos sincères félicitations à l'Ambassadeur Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général, et à l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour leurs efforts inlassables, imaginatifs et très disciplinés, qui ont tant contribué à nous permettre d'atteindre l'étape actuelle du processus difficile de stabilisation politique et de reconstruction en Afghanistan.

Nous leur accordons notre appui pour renforcer le consensus en faveur d'une évolution positive et pour oeuvrer de concert avec le peuple afghan afin de répondre aux défis qui se posent alors qu'ils s'acheminent vers la création d'un gouvernement librement élu, constitutionnel et démocratique en Afghanistan.

Je tiens à souligner l'appui de mon gouvernement et fais part de ses meilleurs voeux au Président Hamid Karzai, à l'Administration de transition et au peuple afghan dans leurs efforts pour donner naissance à une nation stable, prospère et démocratique et en garantir la solidité. L'Inde et tous les peuples épris de paix dans le monde ont intérêt à voir apparaître un Afghanistan fort, uni et indépendant.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la République islamique d'Iran. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Nejad Hosseinian (République islamique d'Iran) (*parle en arabe*) : Monsieur le Président, je voudrais vous remercier d'avoir convoqué ce débat public sur la situation en Afghanistan, qui présente un immense enjeu pour le peuple afghan et les pays voisins, mais aussi pour la communauté internationale dans son ensemble. Je tiens également à remercier le Secrétaire général de son rapport très complet et très précieux sur l'évolution récente de la situation en Afghanistan.

Mon gouvernement, qui tient beaucoup à une application pleine et en temps utile de l'Accord de Bonn, a suivi de près la convocation, couronnée de succès, de la Loya Jirga d'urgence à Kaboul, du 11 au 19 juin 2002. Malgré l'immensité de la tâche, nous nous félicitons du fait que le peuple afghan, qui a été dirigé avec compétence par l'Administration intérimaire afghane et qui a tiré parti de l'assistance fournie par les voisins de l'Afghanistan et la

communauté internationale, ait pu conduire le processus à une conclusion réussie.

Nous pensons que le transfert des pouvoirs de l'Administration intérimaire à l'Administration de transition islamique constitue un pas en avant important dans l'application de l'Accord de Bonn et nous espérons que les mesures à venir pourront être prises sans difficulté. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, dirigée avec beaucoup d'habileté par M. Lakhdar Brahimi, a joué un rôle essentiel pour assurer les préparatifs nécessaires et une bonne coordination aux niveaux local et international. J'aimerais le remercier ainsi que ses collègues des efforts résolus et inlassables qu'ils ont déployés jusqu'à présent et je les félicite du succès qu'ils ont remporté.

Toutefois, nous pensons qu'il convient de ne pas tomber dans l'autosatisfaction. Le peuple afghan et son gouvernement continuent de faire face à tout un éventail de problèmes. Si ces problèmes n'étaient pas endigués, ils pourraient perturber le retour régulier et ordonné du pays à la paix et à la stabilité.

La sécurité reste un motif de préoccupation. Certains rapports ont fait état du regroupement d'éléments d'Al-Qaeda et des Taliban et du fait qu'ils représentent des menaces grandissantes pour la sécurité dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Des actes terroristes tels que celui qui a causé le meurtre du Vice-Président Haji Abdul Qadir pourraient continuer d'éroder la sécurité naissante dans le pays. Dans le même temps, je voudrais lancer une mise en garde, comme nous l'avons fait au cours du dernier débat au Conseil de sécurité : des opérations militaires imprudentes entraînant le décès d'Afghans innocents pourraient aviver le sentiment d'instabilité et entraîner des résultats non désirés.

Nous sommes en outre préoccupés par l'insécurité au nord de l'Afghanistan, qui découle principalement de rivalités entre les commandants locaux, ainsi que par les rapports faisant état d'attaques contre des minorités et des prestataires d'aide dans le nord. À cet égard, nous utilisons nos bons offices et oeuvrons de concert avec les différentes parties dans la région pour aider à résoudre les problèmes.

Nous convenons qu'une assistance internationale appropriée sur le terrain en matière de sécurité contribue à maintenir la paix en Afghanistan, mais nous pensons que les Afghans et la communauté internationale devraient accélérer la création d'un secteur de sécurité autochtone. Le Gouvernement iranien s'est associé à ce processus et s'est notamment engagé à former et à équiper 400 officiers de police afghans.

Nous avons jusqu'à présent pleinement coopéré avec l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan en vue de promouvoir la paix et la sécurité dans ce pays et nous réaffirmons notre volonté de poursuivre sérieusement notre coopération dans ce domaine crucial.

Le trafic de drogues en Afghanistan constitue également une question sécuritaire. Ce trafic va à l'encontre du rétablissement de la stabilité et menace les voisins de l'Afghanistan. Nous félicitons l'Administration intérimaire afghane de sa détermination d'éliminer les cultures de pavot et félicitons les pays étrangers qui l'ont aidée à cet égard. Nous encourageons l'Administration de transition et la communauté internationale à prévoir des projets de cultures de substitution pour la prochaine saison.

Le début de la reconstruction de l'Afghanistan et ses progrès réguliers pourraient avoir des incidences importantes sur la situation sécuritaire dans diverses parties du pays. Nous sommes convaincus qu'un transfert de pouvoirs réussi à l'Administration de transition afghane devrait permettre aux membres de la communauté internationale d'honorer leurs engagements plus rapidement.

Résolu à participer au projet de reconstruction, mon gouvernement a déjà lancé un certain nombre de projets, notamment la construction d'une route de la frontière iranienne à Herat. Cette route est importante étant donné que l'Afghanistan ne possède pas de littoral. Des activités législatives et administratives sont également en cours pour financer un certain nombre d'autres projets de reconstruction en Afghanistan, ce qui correspond à l'engagement pris par mon pays lors de la Conférence de Tokyo. Nous espérons que les affinités culturelles, historiques et linguistiques entre l'Iran et l'Afghanistan nous permettront de contribuer de manière efficace à la reconstruction de l'Afghanistan. Nous espérons qu'une reconstruction réussie de ce pays permettra de renforcer la paix et d'atténuer la crise de réfugiés et le trafic de stupéfiants dans la région.

Le ralentissement dramatique des ressources au service d'activités humanitaires et de relèvement,

comme l'indique le Secrétaire général dans son dernier rapport, est un motif de vive préoccupation. Le fait que la communauté internationale ne soit pas parvenue à satisfaire les besoins les plus urgents de l'Afghanistan pourrait compromettre la situation sécuritaire. Il ne fait aucun doute non plus que le manque de fonds entrave la capacité du Gouvernement d'étendre sa présence au-delà de Kaboul. Comme je l'ai dit précédemment, l'ensemble de la communauté internationale a un enjeu important dans le rétablissement de la paix et de la sécurité en Afghanistan et si, elle n'assume pas ses responsabilités, les réalisations durement menées à bien depuis huit mois pourraient être compromises.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la Malaisie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Hasmy (Malaisie) (*parle en anglais*) : Permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir convoqué ce débat public du Conseil de sécurité sur la situation en Afghanistan, et de permettre ainsi à tout Membre de l'Organisation d'exprimer son point de vue sur cet important sujet.

La Malaisie suit avec grand intérêt l'évolution de la situation en Afghanistan, engagé dorénavant dans un urgent travail de reconstruction politique, sociale et économique. Nous saluons le rapport du Secrétaire général et l'exposé détaillé de l'Ambassadeur Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général. Nous nous associons aux hommages rendus au travail remarquable de l'Ambassadeur Brahimi et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Nous espérons qu'avec l'aide de la communauté internationale, le malheureux peuple afghan pourra se sortir des conditions et des maux dont il souffrait comme le clanisme, le terrorisme, la culture et le trafic de drogues, sans parler de la pauvreté et d'autres privations. Les perspectives d'une paix permanente, naguère incertaines, se sont affirmées. Mais elles dépendent bien sûr de la volonté politique du peuple afghan et de l'appui constant et soutenu de la communauté internationale.

Sur le plan de la sécurité, nous notons que les opérations militaires incessantes contre ce qui reste de Taliban et de membres d'Al Qaida en ont réduit la menace. Mais nous déplorons vivement la mort des civils innocents tués dans quelques-unes de ces opérations. Nous espérons que tout sera fait pour éviter de tels accidents à l'avenir.

Sur le plan politique, nous nous réjouissons de voir que les Afghans, avec l'aide de la communauté internationale, ont pris une mesure importante, et même critique, pour le relèvement politique de leur pays déchiré par la guerre avec la convocation de la Loya Jirga, ou grand conseil, mécanisme politique traditionnel qui a bien servi les Afghans par le passé et qui est remis à l'honneur pour régler ce conflit vieux de plusieurs décennies. Nous les félicitons de la sagesse et du succès avec lesquels ils ont mis à profit cette importante institution traditionnelle pour asseoir les fondements de leur unité nationale, tout en s'attelant à créer de nouvelles institutions modernes en construisant le nouvel Afghanistan.

Ma délégation félicite sincèrement le Président Hamid Karzai de sa récente élection à la tête du Gouvernement de transition de l'Afghanistan. Nous lui souhaitons plein succès. Cette élection, appuyée, bien au-delà de sa propre ethnie, par l'écrasante majorité du peuple afghan, et le mandat qui l'accompagne, reflètent la confiance que son peuple met dans sa direction et dans sa vision. Nonobstant l'assassinat du Vice-Président, Haji Abdul Qadir, que nous condamnons et déplorons profondément, nous espérons que l'Afghanistan, sous la direction inspirée du Président Karzai, évoluera constamment en s'éloignant de l'abîme pour devenir peu à peu un État islamique viable, démocratique et progressiste. Mais cela dépend en grande partie des Afghans eux-mêmes, encore plus que du soutien continu de la communauté internationale.

À cet égard, nous espérons que la Loya Jirga, qui vient de se conclure, engagera le processus de responsabilisation du peuple afghan en lui confiant l'avenir du pays. Le peuple a bien fait la preuve de sa volonté et de sa détermination nouvelles pour décider des destinées de son pays en surmontant toutes les difficultés, les intimidations, les tentatives de coercition et autres obstacles mis dans son chemin par ceux qui voulaient torpiller le processus, et en convoquant avec succès cette Loya Jirga décisive, avec la participation de leur ancien Roi, dont le rôle positif est reconnu. Le peuple afghan et ses dirigeants qui ont pris part à la Loya Jirga méritent d'être félicités de leur patriotisme, de leur foi en eux-mêmes et de leur volonté de mettre de côté les intérêts personnels et partisans au profit de l'intérêt général de la nation

afghane. Les germes ainsi plantés de l'unité nationale doivent être soigneusement cultivés dans les mois et les années à venir.

Malgré l'optimisme politique qu'inspire le processus de la Loya Jirga et les perspectives de réconciliation nationale et de stabilité qu'il ouvre, ma délégation, comme beaucoup d'autres, s'inquiètent des conditions de sécurité dans le pays hors de la capitale. C'est l'un des grands soucis du Président Karzai, qui s'emploie, non sans difficultés, à imposer l'autorité du gouvernement central dans les provinces, encore largement sous la coupe de hobereaux scissionnistes et souvent fantasques.

Le rôle de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), qui a permis l'instauration d'un climat de sécurité sensiblement meilleur, doit être étendu aux autres villes qui doivent elles aussi profiter de meilleures conditions de sécurité. Le Secrétaire général a insisté dans son rapport sur toutes les tâches redoutables à accomplir, ainsi que sur le niveau d'insécurité dans le pays, en continuant de plaider vigoureusement pour une expansion limitée de la FIAS au-delà de Kaboul. Nous espérons que le Conseil entendra l'appel du Président Karzai, du Secrétaire général, Kofi Annan, et de l'Ambassadeur Brahimi et qu'il examinera sérieusement la question pressante de la sécurité, ainsi que les autres questions urgentes, pour conserver les acquis obtenus jusqu'ici et faire fond dessus. Comme nous respectons leur jugement, nous devrions répondre positivement à leur recommandation sur la FIAS, compte tenu, en particulier, des menaces qui planent encore sur la sécurité en Afghanistan.

Bien sûr, le soutien de la communauté internationale à l'expansion de la FIAS devra venir des États Membres de l'Organisation une fois cette décision prise. En outre, il faudra envisager le déploiement d'une force de maintien de la paix des Nations Unies, idée que nous avions nous-mêmes proposée et que le représentant du Népal vient de me rappeler. Je suis convaincu que cette force trouvera des appuis, y compris dans mon pays.

De fait, de la sécurité en Afghanistan dépend le succès de tous les processus de reconstruction politique et économique. En dépendent aussi le succès et la viabilité de toute une série d'autres programmes et activités comme l'acheminement de l'aide humanitaire, le rapatriement des réfugiés, la mise en place des institutions et de l'infrastructure du pays, la scolarisation, la réouverture des entreprises locales et l'afflux des investissements étrangers, entre autres. Àprès des décennies de conflit armé, un climat de sécurité est nécessaire à la normalisation. La facilité avec laquelle la présence étrangère est acceptée devrait nous encourager à étendre la présence internationale de sécurité dans tout le pays afin de soutenir le Gouvernement afghan de transition dans les efforts qu'il déploie pour s'imposer dans tout le pays et affaiblir l'influence des chefs de guerre à base ethnique. Il va sans dire que la réussite du Président Karzai et de son gouvernement à ce niveau sera aussi notre réussite de promoteurs du processus de paix.

Le Gouvernement de transition doit s'attendre à traverser 18 mois difficiles dans ses efforts de reconstruction et d'instauration d'une paix durable dans le pays. De nombreux obstacles restent à surmonter. Mais, malgré eux, la situation actuelle offre au peuple afghan la meilleure occasion de résoudre une fois pour toutes ses conflits internes. Àvec l'aide d'une communauté internationale attentive et intéressée, le pays peut enfin envisager un avenir plus souriant.

Outre le processus politique qui progresse bien, l'Afghanistan prépare sérieusement un plan viable de reconstruction économique. Les perspectives de réconciliation politique sont plus prometteuses que jamais. La seule chose qui pourrait gâcher tous les efforts internationaux concertés – sans parler des milliards de dollars déjà engagés par les bailleurs de fonds dans le programme de relèvement du pays – c'est l'insécurité qui continue de sévir dans le reste du pays. D'où l'importance vitale – voire l'urgence – de l'expansion de la protection sécuritaire aux autres régions du pays pour le succès de tous ces efforts.

Le Président (*parle en anglais*) : L'orateur suivant sur ma liste est le représentant du Canada. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Heinbecker (Canada) : Merci, Monsieur le Président et merci aussi à M. Brahimi pour son rapport sur la situation en Afghanistan. Sous la direction éclairée de l'Ambassadeur Brahimi, l'ONU a joué un rôle indispensable, tout d'abord en favorisant un règlement politique entre les parties afghanes, et deuxièmement, en coordonnant les mesures internationales adaptées pour faire face à la crise afghane. Les efforts efficaces déployés par l'Ambassadeur Brahimi pour que les tensions se

relâchent entre les parties afghanes continuent de renforcer une paix fragile mais qui s'impose de plus en plus en Afghanistan aujourd'hui.

L'engagement indéfectible de la communauté internationale sera vital pour garantir que le peuple afghan tire des avantages tangibles du processus politique, et pour dissuader ceux qui voudraient gâcher la paix. Le Canada s'engage à jouer pleinement son rôle en accordant son soutien au peuple afghan dans sa lutte pour reconstruire et réformer son pays à long terme. Àprès des décennies de guerres et de conflits internes, la confiance accordée à l'autorité civile en Afghanistan est un bien précieux et rare. Pour qu'elle dure et s'élargisse, les Afghans doivent aussi comprendre qu'ils sont des participants à part entière à un processus politique équitable et ouvert.

(*L'orateur poursuit en anglais*)

Nous pensons que la Loya Jirga a été un tournant, marquant la première fois en l'espace d'une génération que l'autorité politique était transmise pacifiquement d'une administration afghane à la suivante. Nous avons été encouragés par la participation de milliers d'Afghans à travers le pays. Nous avons été particulièrement encouragés par la participation effective à la Loya Jirga elle-même de quelque 200 déléguées. Nous nous félicitons de la nomination de trois femmes à des postes de responsabilité au sein de l'Administration de transition, et de la nomination d'une quatrième à la tête de la Commission afghane des droits de l'homme. C'est un très bon début. Nous comptons sur le Président Karzai et sur son administration pour qu'ils s'assurent que les femmes resteront impliquées à tous les niveaux de décision, et qu'elles profiteront pleinement et équitablement de la reconstruction du pays.

Le retour à la légalité et à la jouissance des profits concrets résultant de la paix à travers l'Afghanistan sont cruciaux, à la fois pour briser le cycle des conflits civils et des souffrances, et pour mettre fin à l'utilisation du pays comme base terroriste. Nous sommes donc très inquiets des annonces de violations graves des droits de l'homme en Afghanistan, notamment des attaques contre des minorités, des femmes et des agents humanitaires internationaux, dont ont parlé de nombreux orateurs. Nous comptons sur l'Administration de transition pour qu'elle fasse respecter en priorité le droit international humanitaire et les droits de l'homme en Afghanistan.

Comme d'autres pays de la communauté internationale, nous avons été et attristés d'apprendre l'assassinat, le 6 juillet, du Vice-Président M. Qadir. Nous présentons nos condoléances à sa famille, au Gouvernement et au peuple afghans pour cette perte tragique. Nous nous félicitons de la coopération entre les autorités afghanes et la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan (FIAS) dans l'enquête sur ce crime. Les responsables doivent être traduits en justice. Le meurtre de M. Qadir souligne la nécessité d'appuyer les efforts des autorités afghanes pour reconstruire les systèmes de justice et de sécurité du pays.

Le Canada a présidé le G-8 cette année et je suis heureux de dire que les pays du G-8 poursuivent leurs travaux en collaboration avec l'administration afghane, en particulier pour les réformes de la sécurité et la consolidation de la paix, ainsi que la reconstruction. Les ministres des affaires étrangères du G-8 réunis en juin à Whistler, en Colombie britannique, sont convenus d'accorder une attention particulière aux réformes de la sécurité en Afghanistan dans le cadre des travaux du G-8 sur la prévention des conflits. Il est clair également que les besoins d'assistance humanitaire sont urgents, et le resteront quelque temps. Le rétablissement et le maintien de la paix et de la sécurité sont essentiels si nous voulons que les investissements de reconstruction et de développement se maintiennent à long terme.

Lors de sa rencontre avec le Président Karzai et d'autres au début du mois, la Ministre canadienne de la coopération internationale a été saisie des besoins, des priorités et des soucis des autorités afghanes. On lui a fait part de la lenteur générale de la communauté internationale à traduire ses promesses d'assistance en versements concrets.

Le Canada contribue à la sécurité de l'Afghanistan en déployant, dans le cadre de l'opération Apollo, quelque 2000 membres de ses forces de combat dans la campagne coalisée contre le terrorisme. Àprès le retrait prévu cet été des 900 soldats du bataillon canadien, le Canada continuera à contriguer à la campagne de la coalition par ses Forces spéciales et par une importante présence navale et aérienne.

Le retour cette année de plus de 1 250 000 réfugiés afghans et de personnes déplacées est un signe d'espoir et de détermination. La diaspora afghane, qui

compte notamment une importante communauté au Canada, représente une réserve de talents et de bonne volonté qui pourrait se révéler déterminante pour l'effort de reconstruction. Mais, dans la mesure où les mécanismes essentiels d'assistance leur font souvent défaut, les rapatriés demeurent particulièrement vulnérables aux circonstances difficiles qui les attendent dans leur patrie. Il faut efficacement lier les activités humanitaires et les activités de réinsertion, afin que ces retours puissent continuer.

L'Administration de transition fait face à un déficit budgétaire de 377 millions de dollars, nécessaires au paiement des fonctionnaires, du personnel de sécurité et des enseignants. Lors de récentes réunions au Canada, les dirigeants et ministres des affaires étrangères du G-8, ainsi que les ministres des finances du G-7 ont pris acte de la nécessité de traduire les promesses d'assistance en véritables programmes pour l'Afghanistan, et ils ont entrepris de s'assurer que les engagements des donateurs soient remplis sans attendre. Nous avons donc annoncé une contribution de 10 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan**,** qui aidera à payer les frais de fonctionnement de l'Administration de transition et à financer des projets à effet rapide visant à montrer au peuple afghan les bienfaits de la paix.

Le Canada a déjà débloqué ou approuvé le versement d'un peu plus de 40 millions de dollars, sur les 100 millions de dollars promis à Tokyo. Le versement des 60 millions restants se fera à brève échéance. Nous reconnaissons que nous, comme d'autres, devrons faire mieux qu'avant. D'ici à la fin de l'année, le Canada apportera son soutien à une large palette d'initiatives de consolidation de la paix, de sécurité, d'assistance humanitaire, de transition et de reconstruction.

Les besoins de l'Afghanistan sont profonds et urgents, et vos paroles suffisent pas. Le peuple afghan compte sur la communauté des donateurs pour qu'ils tiennent leurs engagements. Et nous devons tous faire mieux.

Le Président (*parle en anglais*) : Le dernier orateur sur ma liste est le représentant du Pakistan. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Khalid (Pakistan) (*parle en anglais*) : Le Représentant permanent du Pakistan, l'Ambassadeur Munir Akram, vous prie de l'excuser de n'avoir pas participé en personne à cet important débat. Il m'a prié de faire cette déclaration en son nom.

Monsieur le Président, la délégation du Pakistan tient à vous remercier d'avoir organisé ce débat opportun sur la situation en Afghanistan. Nous sommes très heureux de revoir ici l'Ambassadeur Brahimi. Son exposé détaillé offre au Conseil une base claire et objective pour évaluer l'évolution de la situation en Afghanistan. Le Pakistan apprécie grandement les efforts de l'Ambassadeur Brahimi en Afghanistan et en sa faveur. Nous l'assurons de la poursuite de notre soutien et de notre coopération sans réserve dans la mise en oeuvre de son mandat important et ardu.

Le Secrétaire général a observé que le processus de Bonn en était bien un, et long. Nous sommes satisfaits de le se poursuivre, et de ce que les mesures qui y étaient prévues ont été jusqu'ici mises en oeuvre dans les délais. Si le processus de Bonn est resté sur les rails en brefs semestres, c'est largement grâce à l'énergie et à la persévérance de l'Ambassadeur Brahimi. C'est aussi une réussite du peuple afghan. Le Pakistan espère que, malgré les problèmes qui se posent ce processus continuera de progresser.

À cet égard, nous nous félicitons des jalons tout récents : la convocation de la Loya Jirga d'urgence, la création de l'Administration afghane de transition, et l'élection du Président Hamid Karzai à sa tête. Le Pakistan soutient pleinement le gouvernement du Président Karzai, et ses efforts pour établirla paix et la stabilité en Afghanistan comme dans la région.

Le peuple pakistanais, qui a tant en commun avec le peuple afghan, partage aussi son espoir d'un avenir meilleur. Malgré les circonvolutions de l'histoire, les liens entre les peuples de ces deux pays demeurent inébranlables et irrévocables. Nous continuerons de travailler avec nos frères afghans pour le retour et la promotion de la paix et pour la reconstruction et la réhabilitation de l'Afghanistan.

Malgré ses ressources limitées, le Pakistan fait le maximum. À la Conférence de Tokyo, nous avons promis 100 millions de dollars pour lui. Une partie de l'assistance financière a déjà été versée. La coopération bilatérale entre le Pakistan et l'Afghanistan dans divers domaines, notamment celui de la construction de routes, des télécommunications, des services postaux, du développement des médias et de la fourniture d'énergie, continue de se développer.

Dans le cadre du processus de coopération amorcé par la communauté internationale, le Pakistan a fourni des installations et du matériel pour la formation de l'armée et de la police afghanes ainsi que pour renforcer le système judiciaire afghan et les mécanismes de lutte contre les stupéfiants. Nous avons en outre fourni une formation spéciale au déminage.

Nous comprenons bien qu'un objectif prioritaire de la communauté internationale demeure l'élimination en Afghanistan des terroristes d'Al-Qaida et autres. Le Pakistan soutient les opérations en cours de la coalition internationale à cette fin. Nous regrettons la mort accidentelle de civils et apprécions les mesures correctives prises. En coopération avec les États-Unis et d'autres coalisés, le Pakistan est engagé à empêcher la fuite des éléments d'Al-Qaida et des Taliban par la frontière pakistanaise, et à pourchasser et capturer les éléments terroristes qui auraient pu la traverser. Nous avons obtenu des succès considérables dans cette entreprise : des centaines d'éléments d'Al-Qaida et des Taliban ont été capturés. L'efficacité de nos opérations est certes indispensable au succès des opérations de la coalition en Afghanistan. Nous espérons que cette opération sera menée à bien d'ici peu.

Dans la guerre contre le terrorisme, c'est le Pakistan, après l'Afghanistan, qui a consenti les plus grands sacrifices de larmes et de sang. La semaine dernière, rien qu'au cours d'une opération dans la région frontalière, le Pakistan a perdu 10 hommes, s'ajoutant au même nombre de victimes causées précédemment lors des affrontements avec des éléments terroristes qui cherchaient à traverser la frontière. Malgré ces sacrifices et des difficultés intérieures prévisibles, le Président Musharraf et son gouvernement n'ont pas fléchi ni altéré leur appui à la campagne d'élimination d'Al-Qaida et d'autres éléments terroristes de l'Afghanistan et de l'ensemble de la région.

La contribution et la coopération sans relâche du Pakistan ont été offertes et renforcées malgré les entreprises subversives de notre voisin de l'est pour exploiter à ses propres fins mesquines les préoccupations du Pakistan dans la guerre contre le terrorisme. Face à la menace de guerre brandie contre lui, le Pakistan a été obligé de déployer la plus grande partie de ses forces le long de sa frontière orientale et de la ligne de contrôle que surveille l'ONU au Jammu-et-Cachemire. Pourtant, même au plus fort des tensions dans l'est, il y a quelques semaines, quand les nuages de guerre s'amoncelaient sur l'Asie du Sud, le Pakistan n'a pas retiré ses troupes engagées dans les opérations antiterroristes à la frontière afghane. Dès que les menaces à l'est se sont un peu dissipées, il a fourni les renforts opérationnels prévus aux frontières occidentales.

En fait, les forces armées pakistanaises sont engagées dans une vaste opération qui vise à une pleine coopération locale dans les zones tribales du Pakistan pour repérer et supprimer tous les éléments d'Al-Qaida et d'autres terroristes, notamment par des mesures visant à améliorer les réseaux routiers et de communication et à mettre en oeuvre les projets de développement correspondants.

Tout en partageant au Pakistan les espoirs et les rêves du peuple afghan, nous partageons également certains de leurs soucis les plus graves, à maintes reprises exprimés par le Secrétaire général Kofi Annan ainsi que par l'Ambassadeur Brahimi. Chacun reconnaît que de la sécurité dépendent la paix et la stabilité en Afghanistan, pour y faciliter la fourniture des secours humanitaires aux personnes déplacées et démunies, pour encourager le retour rapide des réfugiés afghans et pour mettre en oeuvre les plans de reconstruction économique et sociale du pays. Sans sécurité adéquate, il ne peut y avoir ni paix ni stabilité ni prospérité. Il faut reconnaître qu'il n'a été possible jusqu'ici d'étendre la sécurité à l'ensemble de l'Afghanistan. Plusieurs régions sont nettement dangereuses et infestées de bandits et de brigands. Des dizaines de milliers de combattants restent en armes dans tout le pays. La plupart sont inféodés à divers chefs régionaux, tribaux ou factionaux. Ces notables locaux semblent avoir resserré leur main-mise sur le pouvoir ces derniers mois, en déniant à l'Administration de transition l'autorité de maintenir l'ordre et de lever des impôts.

Nous nous félicitons des efforts déterminés du Président Karzai pour affirmer l'autorité du gouvernement central et lui souhaitons plein succès dans la poursuite de cette importante entreprise. Selon diverses informations, l'insécurité, surtout au nord et à l'est, entrave la livraison des secours et le retour des réfugiés. Les récentes attaques barbares contre des agents humanitaires illustrent cette réalité. Des informations faisant état de la poursuite des combats entre factions rivales dans diverses provinces sont également inquiétantes. L'assassinat tragique du Vice-Président Hadji Abdoul Qadir indique de façon

frappante et dramatique la fragilité de la situation sécuritaire, même à Kaboul. Le Pakistan exprime encore sa tristesse du décès inopiné de Hadji Abdoul Qadir, patriote afghan d'une grande et constante amitié pour notre peuple. Sa disparition est une lourde perte pour l'Afghanistan, pour l'Administration de transition et pour les efforts visant à assurer la mise en oeuvre du processus politique de gouvernance équilibrée prévu dans l'Accord de Bonn.

Deux options s'offrent à nous face à la question de la sécurité. La première consiste à agrandir la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et à étendre son mandat au moins jusqu'aux autres grandes villes afghanes. Cette option, privilégiée par l'Ambassadeur Brahimi et le Secrétaire général et pour laquelle M. Karzai a également plaidé, mérite d'être réexaminée à la lumière de l'évolution des conditions de sécurité en Afghanistan.

La seconde voie, créer une armée et une police proprement afghanes, sera sans aucun doute indispensable à long terme pour assurer au Gouvernement central afghan la capacité effective de gouverner le pays. Toutefois, le processus de mise en place d'une armée et d'une police nationales, auquel le Pakistan participe activement, prendra du temps. Et le temps risque d'être contre nous pour veiller à ce que les forces centrifuges ne gênent pas derechef le processus qui vise à assurer une sécurité effective dans l'ensemble de l'Afghanistan et à restaurer l'unité et l'intégrité territoriale du pays. Dans ce contexte, le mécontentement ethnique et les rivalités tribales qui se sont faits récemment plus virulents et manifestes indiquent en pratique les limites de cette option face aux problème de sécurité immédiats. Si agrandir et proroger la FIAS ne sont pas jugés réalisables dans l'immédiat, il appartient au Conseil de sécurité et aux coalisés internationaux à l'oeuvre en Afghanistan d'envisager d'autres modalités efficaces pour assurer la sécurité dans l'ensemble du pays. Nous sommes d'avis qu'elle peuvent être instaurées, même à l'improviste, pour assurer des conditions de sécurité crédibles dans tout l'Afghanistan.

Le Pakistan accorde une importance particulière à l'engagement, dans l'Accord de Bonn, de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. Le Pakistan a scrupuleusement respecté cette injonction. Nous pensons que les autres voisins immédiats de l'Afghanistan tiennent également cet engagement. Il serait néanmoins regrettable si l'Afghanistan devait être à présent déstabilisé par les ingérences persistantes et flagrantes d'un pays qui n'est pas un voisin immédiat de l'Afghanistan mais qui y voit de nouvelles occasions de pêcher en eau trouble pour faire avancer ses objectifs tactiques et stratégiques. Ce pays paraît indifférent à ce que son intervention partisane nuise au processus de rétablissement de la paix et de la stabilité en Afghanistan, envisagé dans le processus de Bonn. Nous comptons sur le Conseil de sécurité pour bien examiner comment faire cesser ces tentatives pour déstabiliser l'Afghanistan et empoisonner ses relations avec l'un de ses voisins immédiats.

En effet, les efforts entrepris par une puissance extérieure quelle qu'elle soit afin de soutenir ses favoris en Afghanistan – et, pire encore, de les utiliser à l'encontre d'autres pays régionaux – doivent être combattus et éliminés, une fois pour toutes, par la communauté internationale. Il est temps de mettre en place une structure globale de sécurité en Afghanistan.

Bien que nous nous félicitions des progrès accomplis par le processus de Bonn, nous ne devons pas non plus oublier le processus de Tokyo. L'insécurité ne doit pas contribuer à la lassitude des donateurs. Le dynamisme des donateurs devrait compléter le renforcement de la sécurité. La communauté internationale doit s'acquitter des promesses formulées à la Conférence des donateurs de Tokyo, ainsi que celles faites par la suite, afin de remettre fermement le peuple d'Afghanistan sur la voie du développement.

Nous partageons les inquiétudes de l'Ambassadeur Brahimi, dont il a fait part aux donateurs à Genève. Sans un soutien ferme et durable sur les plans économique et humanitaire, il sera difficile à l'Administration de transition d'assurer des secours ou la reconstruction à l'ensemble du territoire afghan. Bien que la sécurité soit essentielle à l'acheminement des secours et à la mobilisation des efforts de reconstruction, la reprise de l'activité économique et des possibilités d'emploi sont également vitales afin de ramener un climat de normalité et d'encourager les efforts consentis afin de restaurer la paix et d'appuyer le processus politique de Bonn. Les donateurs doivent continuer à appuyer l'Administration afghane et à consolider les progrès accomplis jusqu'à ce jour. Ces possibilités sont passagères et n'existeront pas indéfiniment.

En plus de l'assistance des donateurs, la reconstruction économique et sociale de l'Afghanistan pourrait sensiblement progresser par le biais de la coopération régionale. Nous nous félicitons de l'initiative récente prise par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), M. Mark Malloch Brown, visant à promouvoir la coopération économique entre le Pakistan, l'Iran et l'Afghanistan, ainsi qu'avec d'autres membres d'Asie de l'Organisation de coopération économique. Le Pakistan estime que la mise en oeuvre de l'accord récemment conclu entre le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan relatif à un gazoduc pourrait fournir des recettes importantes et des possibilités d'emplois à l'Afghanistan, au sein d'un développement régional plus étendu, plus avancé et plus concerté. Nous exhortons la communauté internationale à élargir son appui à un processus plus étendu de développement régional concerté qui pourrait renforcer la paix et la sécurité, ainsi qu'assurer une plus grande prospérité à l'Afghanistan et à toute la région.

Nous exhortons aussi la communauté internationale à maintenir son soutien aux secours humanitaires et au rapatriement des réfugiés en Afghanistan, parallèlement à l'assistance qui est en train d'être fournie à la reconstruction de l'Afghanistan. Le Pakistan se félicite de constater que plus d'un million de réfugiés afghans sont rentrés dans leurs foyers ces derniers mois. Nous espérons que cette tendance qui s'est fait jour dans le retour volontaire des réfugiés va se poursuivre. Nous espérons également que le déficit courant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Programme alimentaire mondial et d'autres organisations internationales pourra être surmonté. Nous espérons bien sûr que la communauté internationale n'oubliera pas qu'il y a plus de 2 millions de réfugiés afghans qui se trouvent toujours dans mon pays. Le Pakistan a soutenu des millions de réfugiés afghans ces 20 dernières années avec ses propres maigres ressources et sans assistance appréciable du monde extérieur. Ces réfugiés, aujourd'hui plus que jamais, méritent un soutien adéquat et soutenu de la communauté internationale afin qu'ils puissent rentrer dans leurs foyers en toute sécurité et dans des conditions décentes.

Le peuple d'Afghanistan et la communauté internationale ont parcouru un long chemin pendant ces six derniers mois. En guerre avec lui-même dans le passé, l'Afghanistan est maintenant sur le chemin de la paix et du progrès. La communauté internationale a une dette de reconnaissance envers ceux qui ont rendu ceci possible, avant tout l'Ambassadeur Brahimi et ses collaborateurs en Afghanistan. Toutefois, il n'y a pas lieu de se laisser aller à un optimisme béat. La route de la paix et de la stabilité en Afghanistan est encombrée d'obstacles et de défis. Le Secrétaire général a déclaré qu'à mesure que le processus de paix avance, il y aura forcément de nouveaux problèmes et peut-être même des revers. Cependant, nous devons continuer de travailler ensemble sur tous les fronts avec patience et détermination afin de veiller à que la paix soit consolidée et la stabilité acquise. La tâche ne sera pas facile. Il a été dit que ceux qui ne tirent pas les enseignements de l'histoire sont condamnés à la répéter. Il ne faut pas que cela se produise en Afghanistan. La communauté internationale ne doit pas se désintéresser de l'Afghanistan après avoir mené à bien la tâche d'éliminer le terrorisme.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de l'Afghanistan m'a demandé de vous exprimer, en son nom, des remerciements à la suite des condoléances qui lui ont été adressées après la mort du Vice-Président Hadji Abdoul Qadir.

À présent, j'aimerais redonner la parole au Représentant spécial afin qu'il aborde tout point sur lequel il aimerait répondre.

M. Brahimi (*parle en anglais*) : La journée a été longue pour nous tous au Conseil, et je serai donc très bref. Je voudrais simplement réaffirmer ma reconnaissance, mes remerciements et ma gratitude à tous ceux qui ont participé à ce débat. Leurs déclarations confirment l'intérêt constant que porte la communauté internationale à l'appui à l'Afghanistan, et je m'en réjouis vivement.

J'ai eu grand plaisir à revoir Mme Ogata, qui s'est souvent rendue en Afghanistan en tant que haut fonctionnaire international et qui représente maintenant son pays. Sa déclaration a très bien traduit le profond intérêt de son gouvernement ainsi que son profond intérêt personnel pour l'Afghanistan.

De nouveau, je sais gré aux représentants des voisins de l'Afghanistan et d'autres pays de la région de se rendre compte ensemble de l'importance d'aider au renforcement de la paix et de la sécurité en Afghanistan. Je crois qu'ils se sont ralliés à notre point

de vue concernant le conflit en Afghanistan, à savoir que s'il devait continuer, il ne se limiterait pas aux frontières de ce pays. Selon la même logique, je pense que la paix, si elle devait être instaurée et consolidée en Afghanistan, étendrait ses bienfaits aux pays avoisinants et au-delà dans la région.

Je voudrais assurer le Conseil que, sous la direction du Secrétaire général, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et l'Organisation des Nations Unies continueront de servir le peuple afghan dans toute la mesure de leurs capacités. Nous pensons que le peuple afghan mérite cette aide, cet intérêt et cet appui, et nous comptons sur le Conseil de sécurité et sur ses membres – ainsi que sur tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies – pour garder le cap et mettre tout en oeuvre afin d'amener l'Afghanistan au point où, parvenu à la paix, il ne pourra plus retomber dans un conflit.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie vivement le Représentant spécial de sa présence ici aujourd'hui, de l'important message qu'il a adressé au Conseil et de ses observations finales. Nous aimerions l'assurer que la gratitude et l'admiration des membres du Conseil de sécurité sont retransmises à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) ainsi qu'à tous les organismes des Nations Unies qui oeuvrent sur le terrain.

Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 55.